Argentine : l'IEES intervenu en justice pour des irrégularités financières

La Havane, 13 juillet, (RHC)- Le ministre argentin de la Justice et des Droits de l'homme, Martin Soria, a ordonné ce mercredi l'intervention pour 180 jours de l'association civile Institut d'études stratégiques en sécurité (IEES), présidée par la dirigeante de l'opposition, Patricia Bullrich, en raison d'irrégularités commises.

L’IEES, aurait réalisé des actions ne relevant pas de son objet social.

Dans un communiqué rendu public à Buenos Aires précise que l’IEES, inscrit comme une institution à but non lucratif, a payé des billets, des locations de salles, des hébergements et jusqu'à quatre lignes téléphoniques au nom du parti Union pour la Liberté, qui était dirigé par Bullrich et qui fait maintenant partie de Proposition Républicaine, également dirigé par elle.

En outre, elle a donné près de neuf millions de pesos (32 608 dollars) à ses propres membres, dont le député Gerardo Milman, qui fait l'objet d'une enquête pour des liens présumés avec la tentative d'assassinat de la vice-présidente argentine Cristina Fernandez.

De 741,93 pesos (2,6 dollars) en 2019, l'IEES a continué à enregistrer des revenus de 90 millions (326,86 dollars) en 2022, ce qui ne correspond pas à son travail ou aux caractéristiques de l'entité juridique enregistrée, a détaillé le rapport.

En outre, les investigations ont identifié l'utilisation structurelle et financière de cette entité pour la campagne politique de Patricia Bullrich, ce qui viole les dispositions du Code civil et commercial et pourrait impliquer une violation de la loi 26.215, qui réglemente le financement des partis politiques.

Source : Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/328268-argentine-liees-intervenu-en-justice-pour-des-irregularites-financieres

Radio Habana Cuba